

BUREAU METROPOLITAIN DU vendredi 11 mars 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1 5 4</p> <p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 170 000 EUROS A L'ASSOCIATION "CONSEIL DE DEVELOPPEMENT TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" - ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, M.
Arnaud LATIL, M. Jean-
Louis MASSON, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Hervé STASSINOS, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Christian SIMON, M. Jean-
Sébastien VIALATTE

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1 5 4

BUREAU DU 11 mars 2022

**OBJET : CONVENTION D'OBJECTIFS - ATTRIBUTION
D'UNE SUBVENTION DE 170 000 EUROS A
L'ASSOCIATION "CONSEIL DE DEVELOPPEMENT
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE" - ANNEE
2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par l'association
« Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » pour l'année
2022,

CONSIDERANT que l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » est une instance consultative obligatoire qui a pour objet de contribuer au développement global, cohérent et harmonieux du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite Loi NOTRe rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et renforce les missions de ce dernier,

CONSIDERANT que la composition du Conseil de Développement est désormais élargie puisqu'il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, et associatifs du périmètre de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne peuvent plus être membres du conseil de développement,

CONSIDERANT que l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a été créée pour répondre à ces nouvelles missions,

CONSIDERANT que pour faire face à ses missions, l'association a sollicité le financement de la Métropole TPM, la collectivité de rattachement,

CONSIDERANT qu'il convient d'accorder la subvention sollicitée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention d'un montant de 170 000 euros à l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée ».

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée avec l'association « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée ».

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal 2022 opération n°2 article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 12
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

CONVENTION D'OBJECTIFS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel de la Métropole - 107, boulevard Henri Fabre – CS 30536 83041 Toulon cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération n° 22/ du bureau métropolitain du 07 mars 2022,
D'une part,

ET

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée représenté par son président, Monsieur Michel CRESP,
Demeurant : 17 rue Cavaillon – 83500 La Seyne-Sur-Mer

D'autre part,

PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite loi NOTRE rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et renforce les missions de ce dernier ; sa composition est désormais élargie puisqu'il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, et associatifs du périmètre de TPM.

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a été créée pour répondre à ces nouvelles missions dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne pouvant plus être membres du conseil de développement.

Compte tenu de l'objet de l'association, des objectifs qui lui sont assignés, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui indispensable à la réussite de ses missions ; c'est à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour aider à leur réalisation.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour but de permettre de définir l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de l'aide allouée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'association pour remplir ses missions.

ARTICLE 2 - L'engagement de l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini dans ses statuts.

Elle est particulièrement chargée de :

- participer à l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI.
- donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre,
- Mener toutes actions en relation avec son objet, notamment, des débats et rencontres.

ARTICLE 3 - L'engagement de référence de TPM

En vertu de la délibération n°22/ du bureau métropolitain du 07 mars 2022, la Métropole «Toulon Provence Méditerranée» s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2022 Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée par le versement d'une subvention d'un montant de 170 000 € (cent soixante-dix mille euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée dans la réalisation de ses actions pour l'année 2022.

ARTICLE 4 – Les financements

L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée a un Budget prévisionnel d'un montant global de 230 000 euros.

Les principales sources de financement sont les subventions demandées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à hauteur de 170 000 euros, ainsi qu'au Conseil Départemental à hauteur de 40 000 euros et à d'autre établissement public à hauteur de 5 000 euros.

ARTICLE 5 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de l'année à une évaluation de l'action et de la programmation sur des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs.

ARTICLE 6 : La durée de l'engagement de la métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 7 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention pour l'année 2022 est arrêté à 170 000 €. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de « Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée » au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 8 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : Les obligations de l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée

Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle, par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,

- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication de Toulon Provence Méditerranée.

Article 10 : Divers

Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée fera par ailleurs son affaire :

- du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité,
- de la mise en place des actions et des missions d'intérêt général.

ARTICLE 11 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 12 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par Le Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 13 - Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 - La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de l'association Conseil de
Développement Toulon Provence
Méditerranée

Michel CRESP

